

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/268

31 mai 2001

(01-2714)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

Questions posées par les États-Unis

Dans une communication de la Mission permanente des États-Unis datée du 18 mai 2001, le Secrétariat a reçu copie des questions ci-après que les États-Unis ont fait parvenir à Antigua-et-Barbuda, à l'Argentine, à Bahreïn, au Botswana, au Costa Rica, à la Côte d'Ivoire, à la Dominique, à l'Égypte, aux Fidji, à la Géorgie, au Ghana, au Honduras, à la Jamaïque, au Kenya, à Maurice, au Maroc, au Nicaragua, aux Philippines, à Saint-Kitts-et-Nevis et aux Émirats arabes unis.

ANTIGUA-ET-BARBUDA

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer en détail de quelle façon la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres se conforment aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), exception faite de l'article 6*bis* puisque les Membres n'ont pas de droits ni d'obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les droits conférés par l'article 6*bis*.

3. Veuillez expliquer de quelle façon la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de droit d'auteur.

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.

6. Veuillez décrire la protection offerte par la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez confirmer que, suivant la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de marques de fabrique ou de commerce, tout signe, ou toute combinaison de signes, propre à distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises, est propre à constituer une marque de fabrique ou de commerce, comme l'exige l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

9. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce à Antigua-et-Barbuda, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

11. Veuillez indiquer si Antigua-et-Barbuda offre à l'égard d'une marque de service notoirement connue le même niveau de protection que celle offerte à l'égard d'une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue aux termes de l'article 6*bis* de la Convention de Paris, ainsi que l'exige l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire ou décision judiciaire pertinente.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

12. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois d'Antigua-et-Barbuda entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

13. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offerte la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

14. Veuillez indiquer si Antigua-et-Barbuda protège les marques de fabrique ou de commerce préexistantes contre l'usurpation par indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 24:5 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire pertinente.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

15. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes d'Antigua-et-Barbuda et décrire la nature de la protection accordée.

16. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative d'Antigua-et-Barbuda permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

20. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation d'Antigua-et-Barbuda en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

21. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois d'Antigua-et-Barbuda à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois d'Antigua-et-Barbuda assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail la façon dont Antigua-et-Barbuda protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits à Antigua-et-Barbuda, et citer les dispositions législatives pertinentes.

24. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

25. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois d'Antigua-et-Barbuda permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

26. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où

cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements d'Antigua-et-Barbuda habiliteront ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois d'Antigua-et-Barbuda et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois d'Antigua-et-Barbuda, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

29. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois d'Antigua-et-Barbuda, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

30. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

31. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes d'Antigua-et-Barbuda sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

32. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois d'Antigua-et-Barbuda mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

33. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives d'Antigua-et-Barbuda prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

34. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative d'Antigua-et-Barbuda prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

35. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

36. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

ARGENTINE

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de l'Argentine en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation de l'Argentine en matière de droit d'auteur.

4. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de l'Argentine en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

5. Veuillez décrire de quelle manière l'Argentine protège les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues contre leur utilisation non autorisée et contre ce qui est communément appelé le cybersquattage, c'est-à-dire l'incorporation de la marque de fabrique ou de commerce d'autrui à un nom de domaine sans l'autorisation du titulaire de la marque de fabrique ou de

commerce. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes et toute décision judiciaire s'y rapportant.

6. Veuillez confirmer que les marques de fabrique ou de commerce préexistantes sont protégées contre l'usurpation par indications géographiques. Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire ou décision judiciaire pertinente.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

7. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de l'Argentine entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi entérinées et protégées en Argentine.

8. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offerte la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits en Argentine.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

9. Veuillez décrire la procédure à suivre en Argentine aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

10. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de l'Argentine en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

11. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois de l'Argentine à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

12. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de l'Argentine assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

13. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de l'Argentine permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

14. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements de l'Argentine

habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

15. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les modalités applicables en Argentine pour ce qui est des mesures à la frontière, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

16. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

17. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de l'Argentine sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

18. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de l'Argentine mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

19. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives de l'Argentine prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

20. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative de l'Argentine prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

21. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

22. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites

judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

BAHREÏN

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, notamment la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC et citer les dispositions législatives pertinentes.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez indiquer si et, dans l'affirmative, de quelle manière la législation de Bahreïn en matière de droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres se conforment aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), exception faite de l'article 6*bis* puisque les Membres n'ont pas de droits ni d'obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les droits conférés par l'article 6*bis*.

3. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de Bahreïn en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation de Bahreïn en matière de droit d'auteur.

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de Bahreïn en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.

6. Veuillez décrire la protection offerte par la législation de Bahreïn en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de Bahreïn en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation de Bahreïn en matière de marques de fabrique ou de commerce.

9. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce à Bahreïn, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de Bahreïn en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

11. Veuillez décrire de quelle manière Bahreïn protège les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues et citer les dispositions législatives pertinentes.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

12. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de Bahreïn entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

13. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offerte la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

14. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes de Bahreïn et décrire la nature de la protection accordée.

15. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

16. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation de Bahreïn en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

17. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation de Bahreïn en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative de Bahreïn permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

19. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de Bahreïn en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

20. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois de Bahreïn à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

21. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de Bahreïn assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

22. Veuillez décrire en détail la façon dont Bahreïn protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits à Bahreïn, et citer les dispositions législatives pertinentes.

23. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

24. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de Bahreïn permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

25. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de Bahreïn et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

26. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de Bahreïn, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

27. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois de Bahreïn, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

29. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de Bahreïn

sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

30. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de Bahreïn mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

31. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives de Bahreïn prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

32. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative de Bahreïn prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

33. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

34. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

BOTSWANA

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez nous fournir une copie de la nouvelle loi sur le droit d'auteur du Botswana, intitulée *Copyright and Neighboring Rights Act, 2000*.

3. Nous avons l'impression que le Botswana a adopté la *Copyright and Neighboring Rights Act, 2000* afin que sa législation respecte non seulement les normes de l'Accord sur les ADPIC, mais aussi le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Pouvez-vous nous indiquer quand le Botswana entend déposer des instruments de ratification auprès de l'OMPI pour les deux traités susmentionnés?

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la *Copyright and Neighboring Rights Act, 2000*.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la *Copyright and Neighboring Rights Act, 2000* met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Botswana en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce au Botswana, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

8. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Botswana en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

9. Pour déterminer si une marque de fabrique ou de commerce est notoirement connue, les autorités pertinentes du Botswana tiennent-elles compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée, y compris la notoriété obtenue par suite de la promotion de cette marque, ainsi que l'exige l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire ou décision judiciaire pertinente.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Botswana entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

11. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

12. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes du Botswana et décrire la nature de la protection accordée.

13. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

14. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation du Botswana en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

15. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation du Botswana en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

16. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative du Botswana permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

17. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation du Botswana en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

18. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Botswana à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

19. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Botswana assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

20. Veuillez décrire en détail la façon dont le Botswana protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Botswana, et citer les dispositions législatives pertinentes.

21. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Botswana permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

23. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Botswana habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

24. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Botswana et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Botswana, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

26. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Botswana, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

28. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes du Botswana sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

29. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Botswana mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

30. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives du Botswana prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

31. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Botswana prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

32. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

33. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

COSTA RICA

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer si et, dans l'affirmative, de quelle manière la législation du Costa Rica en matière de droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres se conforment aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), exception faite de l'article 6*bis* puisque les Membres n'ont pas de droits ni d'obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les droits conférés par l'article 6*bis*.

3. Veuillez expliquer de quelle façon la législation du Costa Rica en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation du Costa Rica en matière de droit d'auteur.

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Costa Rica en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.

6. Veuillez décrire la protection offerte par la législation du Costa Rica en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Costa Rica en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Costa Rica en matière de marques de fabrique ou de commerce.

9. Veuillez décrire en détail de quelle manière le Costa Rica protège les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service notoirement connues et citer les dispositions législatives pertinentes.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Costa Rica entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

11. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offerte la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

12. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes du Costa Rica et décrire la nature de la protection accordée.

13. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

14. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation du Costa Rica en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

15. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation du Costa Rica en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

16. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative du Costa Rica permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

17. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation du Costa Rica en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

18. Veuillez décrire en détail la façon dont le Costa Rica a prolongé la durée de la protection exigée par l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC à l'égard des brevets obtenus avant le 1^{er} janvier 2000 et dont les objets étaient protégés au Costa Rica à cette date, et citer les dispositions législatives pertinentes.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

19. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Costa Rica à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

20. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Costa Rica assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

21. Veuillez décrire en détail la façon dont le Costa Rica protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Costa Rica, et citer les dispositions législatives pertinentes.

22. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

23. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Costa Rica permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

24. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Costa Rica habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Costa Rica et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

26. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Costa Rica, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

27. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Costa Rica, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

29. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes du Costa Rica sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

30. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Costa Rica mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

31. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives du Costa Rica prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

32. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Costa Rica prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

33. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre

d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

34. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

CÔTE D'IVOIRE

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer si et, dans l'affirmative, de quelle manière la législation de la Côte d'Ivoire en matière de droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres se conforment aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), exception faite de l'article 6*bis* puisque les Membres n'ont pas de droits ni d'obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les droits conférés par l'article 6*bis*.

3. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de la Côte d'Ivoire en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation de la Côte d'Ivoire en matière de droit d'auteur.

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de la Côte d'Ivoire en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.

6. Veuillez décrire la protection offerte par la législation de la Côte d'Ivoire en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de la Côte d'Ivoire en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation de la Côte d'Ivoire en matière de marques de fabrique ou de commerce.

9. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce en Côte d'Ivoire, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de la Côte d'Ivoire en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

11. Pour déterminer si une marque de fabrique ou de commerce est notoirement connue, les autorités pertinentes de la Côte d'Ivoire tiennent-elles compte de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée, y compris la notoriété obtenue par suite de la promotion de cette marque, ainsi que l'exige l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire ou décision judiciaire pertinente.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

12. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de la Côte d'Ivoire entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

13. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offerte la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

14. Veuillez indiquer si la Côte d'Ivoire protège les marques de fabrique ou de commerce préexistantes contre l'usurpation par indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire ou décision judiciaire pertinente.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

15. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes de la Côte d'Ivoire et décrire la nature de la protection accordée.

16. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation de la Côte d'Ivoire en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation de la Côte d'Ivoire en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative de la Côte d'Ivoire permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

20. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de la Côte d'Ivoire en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

21. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois de la Côte d'Ivoire à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de la Côte d'Ivoire assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail la façon dont la Côte d'Ivoire protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits en Côte d'Ivoire, et citer les dispositions législatives pertinentes.

24. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

25. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de la Côte d'Ivoire permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

26. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements de la Côte d'Ivoire habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Côte d'Ivoire et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Côte d'Ivoire, citer les dispositions législatives ou

réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

29. Veuillez indiquer si les autorités judiciaires de la Côte d'Ivoire sont habilitées à ordonner au contrevenant de payer au détenteur du droit les frais, notamment les honoraires d'avocat, ainsi que l'exige l'article 45 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire ou décision judiciaire pertinente.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

30. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois de la Côte d'Ivoire, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

31. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

32. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de la Côte d'Ivoire sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

33. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de la Côte d'Ivoire mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

34. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives de la Côte d'Ivoire prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

35. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative de la Côte d'Ivoire prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

DOMINIQUE

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement

national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de la Dominique en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation de la Dominique en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de la Dominique en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.

5. Veuillez décrire la protection offerte par la législation de la Dominique en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

6. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de la Dominique en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

7. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation de la Dominique en matière de marques de fabrique ou de commerce.

8. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce en Dominique, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

9. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de la Dominique en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de la Dominique entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

11. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offerte la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

12. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

13. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation de la Dominique en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

14. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation de la Dominique en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

15. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative de la Dominique permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

16. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de la Dominique en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

17. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois de la Dominique à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

18. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de la Dominique assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Veuillez décrire en détail la façon dont la Dominique protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits en Dominique, et citer les dispositions législatives pertinentes.

20. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

21. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de la Dominique permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

22. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Dominique et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Dominique, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

24. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois de la Dominique, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

26. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de la Dominique sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

27. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de la Dominique mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives de la Dominique prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

29. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

30. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de

marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

ÉGYPTE

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer si et, dans l'affirmative, de quelle manière la législation de l'Égypte en matière de droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres se conforment aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), exception faite de l'article 6*bis* puisque les Membres n'ont pas de droits ni d'obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les droits conférés par l'article 6*bis*.

3. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de l'Égypte en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

4. Le Conseil consultatif examine à l'heure actuelle un avant-projet d'une loi sur le droit d'auteur en Égypte ("avant-projet de loi du Conseil consultatif"). Il semble que la plus récente version de cet avant-projet de loi ne renferme pas de définition de "compilation" compatible avec les exigences de l'article 10:2 de l'Accord sur les ADPIC. Pouvez-vous expliquer de quelle façon la nouvelle loi fera en sorte que la protection du droit d'auteur s'étendra aux collections d'œuvres ou aux compilations de données, qu'elles soient reproduites sur support exploitable par machine ou sous toute autre forme, qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles, c'est-à-dire des œuvres originales?

5. L'article 10:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les programmes d'ordinateur soient protégés en tant qu'œuvres littéraires, "qu'ils soient exprimés en code source ou en code objet". Il semble que les programmes d'"ordinateur" figurent sur la liste d'œuvres énumérées à l'article 139 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif et devant être protégées par la loi sur le droit d'auteur, mais la mention "qu'ils soient exprimés en code source ou en code objet" n'y figure pas. Veuillez expliquer comment les parties peuvent s'assurer que les programmes d'ordinateur seront protégés par la nouvelle loi, sans égard à leur mode ou forme d'expression, en l'absence d'indication expresse à cet effet à l'article 139.

6. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la loi sur le droit d'auteur d'Égypte qui est en vigueur à l'heure actuelle et celle de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif.

7. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation d'Égypte en matière de droit d'auteur en vigueur à l'heure actuelle à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente. Veuillez indiquer les modalités correspondantes de la protection offerte par l'avant-projet de loi du Conseil consultatif et citer les dispositions législatives correspondantes de l'avant-projet de loi.
8. Veuillez décrire la protection offerte aux artistes interprètes ou exécutants, et indiquer la durée de la protection, aux termes de la législation d'Égypte en matière de droit d'auteur en vigueur à l'heure actuelle et de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif
9. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de l'Égypte en matière de droit d'auteur en vigueur à l'heure actuelle met en œuvre l'article 14:2 et de quelle façon l'avant-projet de loi du Conseil consultatif mettrait cet article en œuvre.
10. Il semble que les articles 148, 149 et 151 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif imposent d'importantes restrictions à la liberté contractuelle en ce qui concerne le transfert de droits d'auteur. Veuillez expliquer comment ces dispositions, selon leur libellé actuel, ne constitueraient pas un obstacle au commerce.
11. Veuillez expliquer comment l'article 154 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif permettrait à l'Égypte de satisfaire aux exigences de l'article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC.
12. Veuillez expliquer comment l'article 168 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif ne prévoit PAS la concession de licences obligatoires incompatible avec les obligations de l'Égypte aux termes de l'Accord sur les ADPIC et de la Convention de Berne. Veuillez en particulier expliquer de quelle manière l'article 168 satisfait aux exigences de l'Annexe de la Convention de Berne pour ce qui est des licences obligatoires à l'égard des objets protégés par un droit d'auteur.
13. Il semble que l'article 169(trois) de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif pourrait porter atteinte de manière injustifiée aux intérêts légitimes du détenteur d'un droit sur un logiciel, en particulier aux termes de (trois)(6) de la version actuelle de l'avant-projet de loi, dont l'application n'est *pas* restreinte à l'obtention des renseignements nécessaires pour réaliser l'interopérabilité d'un logiciel indépendant. Veuillez expliquer comment cette question sera réglée en vue d'éviter ce problème.
14. Veuillez expliquer de quelle manière l'avant-projet de loi du Conseil consultatif permet à l'Égypte de satisfaire à ses obligations aux termes des articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC pour ce qui est de la prise de mesures efficaces à la frontière à l'encontre des marchandises contrefaites.
15. Veuillez expliquer comment l'article 177 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif permet à l'Égypte de satisfaire à son obligation de prévoir que les tribunaux sont habilités à agir sans que l'autre partie soit entendue dans les cas où cela est approprié.
16. Il semble que l'article 178 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif prévoirait la vente de produits pirates sanctionnée par le gouvernement. Veuillez expliquer comment cela ne pourrait pas porter atteinte de manière injustifiée aux intérêts légitimes du détenteur d'un droit et, par conséquent, constituer une violation de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC.

17. Veuillez expliquer comment l'article 179 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif prévoit l'imposition, au criminel, d'amendes "suffisantes pour être dissuasives" ainsi que l'exige l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

18. Il semble que l'article 187 de l'avant-projet de loi du Conseil consultatif ne prévoit pas expressément de "points d'attache" aux fins de la protection des œuvres couvertes par les droits d'auteur à l'extérieur de l'Égypte. Veuillez expliquer de quelle manière l'avant-projet de loi du Conseil consultatif prévoit les points d'attache nécessaires pour permettre à l'Égypte de satisfaire à ses obligations aux termes de l'Accord sur les ADPIC.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

19. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation de l'Égypte en matière de marques de fabrique ou de commerce.

20. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce en Égypte, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

21. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de l'Égypte en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

22. Veuillez indiquer si le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée a le droit de céder la marque sans qu'il y ait nécessairement transfert de l'entreprise à laquelle la marque appartient, ainsi que l'exige l'article 21 de l'Accord sur les ADPIC.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

23. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois d'Égypte entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

24. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

25. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes d'Égypte et décrire la nature de la protection accordée.

26. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

27. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation de l'Égypte en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

28. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation de l'Égypte en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

29. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative d'Égypte permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

30. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de l'Égypte en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

31. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois d'Égypte à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

32. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois d'Égypte assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

33. Veuillez décrire en détail la façon dont l'Égypte protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits en Égypte, et citer les dispositions législatives pertinentes.

34. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

35. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois d'Égypte permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez traiter des délais que pourraient comporter les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle ou des retards qu'elles pourraient entraîner, et indiquer si les décisions au fond s'appuient exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre.

36. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements d'Égypte habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

37. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois d'Égypte et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

38. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois d'Égypte, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

39. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois d'Égypte, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

40. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes. Veuillez également indiquer si les autorités douanières avisent dans les moindres délais l'importateur et le détenteur d'un droit de la suspension de la mise en libre circulation des marchandises en cause.

41. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes d'Égypte sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

42. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois d'Égypte mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

43. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives d'Égypte prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

44. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative d'Égypte prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

45. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

46. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

FIDJI

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation des Fidji en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation des Fidji en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation des Fidji en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.

5. Veuillez décrire la protection offerte par la législation des Fidji en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

6. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation des Fidji en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

7. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation des Fidji en matière de marques de fabrique ou de commerce.

8. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce aux Fidji, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

9. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation des Fidji en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

10. Veuillez indiquer si les lois des Fidji offrent à l'égard d'une marque de service notoirement connue le même niveau de protection que celle offerte à l'égard d'une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue aux termes de l'article 6*bis* de la Convention de Paris, ainsi que l'exige l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

11. Veuillez indiquer si les autorités pertinentes des Fidji tiennent compte, pour déterminer si une marque de fabrique ou de commerce est notoirement connue, de la notoriété de cette marque dans la partie du public concernée, y compris la notoriété obtenue par suite de la promotion de cette marque.

12. Veuillez expliquer en détail de quelle manière les Fidji protègent les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues et citer les dispositions législatives pertinentes.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

13. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois des Fidji entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

14. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offerte la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

15. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes des Fidji et décrire la nature de la protection accordée.

16. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation des Fidji en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation des Fidji en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative des Fidji permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

20. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation des Fidji en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

21. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois des Fidji à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois des Fidji assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail la façon dont les Fidji protègent les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits aux Fidji, et citer les dispositions législatives pertinentes.

24. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

25. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois des Fidji permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC.

26. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements des Fidji habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois des Fidji et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois des Fidji, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

29. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois des Fidji, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

30. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et

les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

31. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes des Fidji sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

32. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois des Fidji mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

33. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives des Fidji prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

34. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

35. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

GÉORGIE

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez confirmer que des copies individuelles de programmes d'ordinateur ne peuvent être louées, même après avoir été vendues, et citer la disposition pertinente de la loi sur le droit d'auteur de la Géorgie ou du Code civil.

3. Dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Géorgie à l'OMC, la Géorgie annonçait que les dispositions en matière de droit d'auteur figurant dans le Code Civil seraient vraisemblablement abrogées à l'occasion de la prochaine mise à jour du Code civil, de sorte que la loi géorgienne du 22 juillet 1999 en matière de droit d'auteur constituerait la source de la protection du droit d'auteur en Géorgie. Veuillez faire état de tout plan concret à cet effet ou donner une estimation de la date à laquelle cela pourrait être fait.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

4. Veuillez indiquer les facteurs qui sont pris en considération pour déterminer si une marque de fabrique ou de commerce est notoirement connue en Géorgie. Veuillez citer toute disposition réglementaire ou décision judiciaire faisant état de ces facteurs.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

5. Veuillez décrire en détail de quelle manière la nouvelle loi "sur la protection des appellations d'origine et des indications géographiques" du 22 juin 1999 entérine et protège les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions pertinentes. Veuillez fournir des exemples d'indications géographiques nationales ayant ainsi été entérinées et protégées.

6. Veuillez décrire en détail de quelle manière la loi met en œuvre la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigée par l'article 23:1 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

7. Veuillez décrire en détail la protection offerte en Géorgie à l'égard des dessins et modèles de textiles, indiquer la procédure à suivre pour l'obtention de cette protection et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

8. Veuillez décrire en détail les facteurs pris en considération, aux termes de la nouvelle loi géorgienne en matière de brevets, pour décider de refuser d'octroyer un brevet au motif que l'invention revendiquée pourrait susciter des actes inhumains, immoraux ou antisociaux. Veuillez préciser si la disposition en cause a déjà été invoquée.

9. Au cours des travaux du Groupe de travail, la Géorgie a indiqué que la loi "sur la protection de la sélection végétale" était compatible avec les obligations prévues par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV). Veuillez indiquer si la Géorgie a l'intention d'adhérer à l'UPOV.

10. Veuillez indiquer le montant des droits annuels que doit verser le titulaire d'un brevet pour maintenir celui-ci en vigueur. Veuillez expliquer en détail la procédure applicable au rétablissement

d'un brevet suspendu pour défaut de paiement des droits annuels aux termes de l'article 54 de la loi géorgienne sur le droit d'auteur.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

11. Veuillez décrire en détail la protection offerte par la loi "sur les topographies de circuits intégrés" à l'égard des schémas de configuration de circuits intégrés et indiquer la durée de la protection.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

12. Veuillez décrire en détail la façon dont la Géorgie protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits en Géorgie, et citer les dispositions législatives pertinentes.

13. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements de la Géorgie habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

15. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Géorgie et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

16. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Géorgie, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

17. Veuillez décrire en détail la procédure que devrait suivre le titulaire d'un droit d'auteur ou d'une marque de fabrique ou de commerce, aux termes de la loi "sur les mesures à la frontière en matière de propriété intellectuelle", pour faire appliquer des mesures coercitives à la frontière à l'encontre des actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, respectivement. Veuillez également mentionner les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

18. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de la Géorgie sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

20. Veuillez décrire en détail de quelle manière le Code pénal de la Géorgie met en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions pertinentes du Code pénal.

21. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions du Code pénal prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

22. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire et citer toute disposition du Code pénal prévoyant de telles procédures et sanctions.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

23. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

24. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

GHANA

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation du Ghana en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation du Ghana en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation du Ghana en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Ghana en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Ghana en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce au Ghana, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

8. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Ghana en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

9. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Ghana entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

11. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

12. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation du Ghana en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner

des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

13. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation du Ghana en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

14. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative du Ghana permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

15. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation du Ghana en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

16. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Ghana à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Ghana assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail la façon dont le Ghana protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Ghana, et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

20. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Ghana permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

21. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Ghana habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

22. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Ghana et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Ghana, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

24. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Ghana, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

26. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes du Ghana sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

27. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Ghana mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives du Ghana prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

29. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Ghana prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

30. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

31. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

HONDURAS

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation du Honduras en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation du Honduras en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation du Honduras en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Honduras en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Honduras en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce au Honduras, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

8. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Honduras en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

9. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Honduras entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

11. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

12. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation du Honduras en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

13. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation du Honduras en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

14. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative du Honduras permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

15. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation du Honduras en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

16. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Honduras à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Honduras assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail la façon dont le Honduras protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Honduras, et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

20. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Honduras permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

21. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Honduras habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

22. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Honduras et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Honduras, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

24. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Honduras, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

26. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes du Honduras sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

27. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Honduras mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives du Honduras prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

29. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Honduras prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

30. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

31. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

JAMAÏQUE

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de la Jamaïque en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation de la Jamaïque en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation de la Jamaïque en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de la Jamaïque en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation de la Jamaïque en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce en Jamaïque, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

8. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de la Jamaïque en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

9. Veuillez indiquer si les lois de la Jamaïque offrent à l'égard d'une marque de service notoirement connue le même niveau de protection que celle offerte à l'égard d'une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue aux termes de l'article 6*bis* de la Convention de Paris, ainsi que l'exige l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de la Jamaïque entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

11. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

12. Veuillez indiquer si les lois de la Jamaïque protègent les marques de fabrique ou de commerce préexistantes contre l'usurpation par indications géographiques.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

13. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

14. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation de la Jamaïque en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

15. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation de la Jamaïque en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

16. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative de la Jamaïque permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

17. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de la Jamaïque en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

18. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois de la Jamaïque à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

19. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de la Jamaïque assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

20. Veuillez décrire en détail la façon dont la Jamaïque protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits en Jamaïque, et citer les dispositions législatives pertinentes.

21. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de la Jamaïque permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

23. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements de la Jamaïque habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

24. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Jamaïque et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de la Jamaïque, citer les dispositions législatives ou

réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

26. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois de la Jamaïque, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

28. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de la Jamaïque sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

29. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de la Jamaïque mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

30. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives de la Jamaïque prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

31. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative de la Jamaïque prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

32. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

33. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites

judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

KENYA

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation du Kenya en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation du Kenya en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation du Kenya en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Kenya en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Kenya en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Kenya en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

8. Veuillez indiquer en détail de quelle manière les lois du Kenya protègent les marques notoirement connues.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

9. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Kenya entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

11. Veuillez indiquer si les lois du Kenya protègent les marques de fabrique ou de commerce préexistantes contre l'usurpation par indications géographiques.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

12. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

13. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation du Kenya en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

14. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation du Kenya en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

15. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative du Kenya permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

16. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation du Kenya en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

17. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Kenya à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

18. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Kenya assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Veuillez décrire en détail la façon dont le Kenya protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Kenya, et citer les dispositions législatives pertinentes.

20. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

21. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Kenya permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez également expliquer tout retard que peuvent comporter les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

22. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Kenya habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Kenya et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

24. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Kenya, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

25. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Kenya, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

26. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

27. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes du Kenya sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

28. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Kenya mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

29. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives du Kenya prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

30. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Kenya prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

31. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

32. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

MAURICE

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de Maurice en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation de Maurice en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation de Maurice en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de Maurice en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation de Maurice en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation de Maurice en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

8. Veuillez indiquer si les autorités pertinentes de Maurice tiennent compte de la notoriété d'une marque de fabrique ou de commerce dans la partie du public concernée, y compris la notoriété obtenue par suite de la promotion de cette marque, pour déterminer si la marque est notoirement connue, ainsi que l'exige l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

9. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de Maurice entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

11. Veuillez indiquer si les lois de Maurice protègent les marques de fabrique ou de commerce préexistantes contre l'usurpation par indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

12. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

13. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation de Maurice en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

14. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation de Maurice en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

15. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative de Maurice permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

16. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de Maurice en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection. Veuillez également indiquer tout facteur dont le gouverneur général tiendrait compte pour décider de prolonger ou non de 14 ans la durée d'un brevet.

17. Veuillez expliquer le sens des expressions "partiellement imprimé" et "partiellement écrit" figurant à l'article 25 de la Loi sur les brevets de Maurice. La description par écrit d'une partie seulement d'une invention revendiquée serait-elle suffisante pour enlever à celle-ci sa nouveauté?

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

18. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois de Maurice à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

19. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de Maurice assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

20. Veuillez décrire en détail la façon dont Maurice protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits à Maurice, et citer les dispositions législatives pertinentes.

21. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de Maurice permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez également traiter de la manière dont les décisions au fond sont, sous le régime des lois de Maurice, compatibles avec les exigences de l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC.

23. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements de Maurice habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

24. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de Maurice et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de Maurice, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

26. Veuillez expliquer si, sous le régime des lois de Maurice, les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner que les matériaux ayant servi à la création de marchandises contrefaites soient, sans dédommagement d'aucune sorte, écartés des circuits commerciaux.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

27. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois de Maurice, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

29. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de Maurice sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

30. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de Maurice mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

31. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives de Maurice prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

32. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative de Maurice prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

33. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

34. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du

système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

MAROC

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation du Maroc en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation du Maroc en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation du Maroc en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Maroc en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Maroc en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce au Maroc, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

8. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Maroc en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

9. Veuillez indiquer si les marques de fabrique ou de commerce sont publiées au Maroc soit avant qu'elles ne soient enregistrées, soit dans les moindres délais après leur enregistrement, ainsi que l'exige l'article 15:5 de l'Accord sur les ADPIC.

10. Veuillez indiquer si la législation du Maroc en matière de marques de fabrique ou de commerce prévoit la possibilité de s'opposer à l'enregistrement d'une telle marque.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

11. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Maroc entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

12. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

13. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

14. Veuillez expliquer comment les lois ou procédures marocaines offrent une possibilité de révision judiciaire de toute décision concernant la révocation ou la déchéance d'un brevet, ainsi que l'exige l'article 32 de l'Accord sur les ADPIC.

15. Veuillez expliquer la manière dont est prévu le renversement de la charge de la preuve aux termes de la législation du Maroc en matière de brevets, ainsi que l'exige l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC, dans les cas suivants: a) le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau; b) la probabilité est grande que le produit identique a été obtenu par le procédé et le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a été en fait utilisé.

16. Les articles 60 à 66 de la loi sur les brevets du Maroc visent l'"octroi de licences obligatoires". L'article 31 énumère un certain nombre de conditions auxquelles est assujéti l'octroi de licences obligatoires. Veuillez décrire en détail de quelle manière chacune des sauvegardes énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC est respectée dans le cadre de l'octroi de licences obligatoires.

17. La loi sur les brevets exclut de la protection par brevet les obtentions de variétés végétales et précise que ces variétés sont régies par la loi 9.94. Veuillez décrire en détail les dispositions de la loi 9.94 ainsi que toute autre disposition législative ou réglementaire traitant de la protection des variétés végétales au Maroc.

18. Veuillez expliquer en détail de quelle façon les exclusions énoncées à l'article 23 de la loi sur les brevets du Maroc sont compatibles avec la brevetabilité complète exigée par l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

19. Veuillez expliquer la signification des exceptions prévues à l'article 37 de la loi sur les brevets du Maroc pour les objets contraires à l'ordre public, les déclarations injustifiées se rapportant aux marchandises ou aux méthodes d'autrui, les éléments n'ayant aucun rapport avec la description et les "restrictions, conditions ou réserves". Veuillez décrire les facteurs qui sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer si de telles circonstances existent, et indiquer si le déposant d'une demande de brevet a la possibilité d'interjeter appel de toute décision défavorable rendue en application de cet article.

20. L'article 55 de la loi sur les brevets du Maroc renferme une liste d'objets "non visés par les droits conférés par le brevet". Cet article semble créer des exceptions aux droits exclusifs conférés

par un brevet qui sont énoncés à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez expliquer de quelle manière chacune de ces exceptions est compatible avec l'Accord sur les ADPIC, particulièrement avec l'article 30 de l'Accord, qui prescrit que les exceptions aux droits exclusifs ne doivent pas porter atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni causer un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

21. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Maroc à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Maroc assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail la façon dont le Maroc protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Maroc, et citer les dispositions législatives pertinentes.

24. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

25. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Maroc permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez traiter des délais que pourraient comporter les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle ou des retards injustifiés qu'elles pourraient entraîner.

26. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Maroc habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Maroc et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Maroc, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

29. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Maroc, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

30. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

31. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes du Maroc sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

32. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Maroc mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

33. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives du Maroc prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

34. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Maroc prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

35. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

36. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du

système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

NICARAGUA

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC et citer les dispositions législatives pertinentes.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez indiquer si et, dans l'affirmative, de quelle manière la législation du Nicaragua en matière de droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres se conforment aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), exception faite de l'article 6*bis* puisque les Membres n'ont pas de droits ni d'obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les droits conférés par l'article 6*bis*.

3. Veuillez expliquer de quelle façon la législation du Nicaragua en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation du Nicaragua en matière de droit d'auteur.

5. Veuillez décrire la protection offerte par la législation du Nicaragua en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

6. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Nicaragua en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

7. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation du Nicaragua en matière de marques de fabrique ou de commerce.

8. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce au Nicaragua, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

9. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation du Nicaragua en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

10. Veuillez indiquer si les lois du Nicaragua offrent à l'égard d'une marque de service notoirement connue le même niveau de protection que celle offerte à l'égard d'une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue.

11. Veuillez indiquer si les autorités pertinentes du Nicaragua tiennent compte de la notoriété d'une marque de fabrique ou de commerce dans la partie du public concernée, y compris la notoriété obtenue par suite de la promotion de cette marque, pour déterminer si la marque est notoirement connue, ainsi que l'exige l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

12. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Nicaragua entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

13. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

14. Veuillez indiquer si le Nicaragua protège les marques de fabrique ou de commerce préexistantes contre l'usurpation par indications géographiques.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

15. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

16. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation du Nicaragua en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

17. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation du Nicaragua en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative du Nicaragua permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

19. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation du Nicaragua en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

20. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois du Nicaragua à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

21. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Nicaragua assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

22. Veuillez décrire en détail la façon dont le Nicaragua protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits au Nicaragua, et citer les dispositions législatives pertinentes.

23. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

24. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois du Nicaragua permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

25. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements du Nicaragua habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

26. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Nicaragua et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois du Nicaragua, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

28. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois du Nicaragua, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

29. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

30. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes du

Nicaragua sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

31. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois du Nicaragua mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

32. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives du Nicaragua prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

33. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative du Nicaragua prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

34. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

35. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

PHILIPPINES

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation des Philippines en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation des Philippines en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation des Philippines en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation des Philippines en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation des Philippines en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce aux Philippines, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

8. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation des Philippines en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

9. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois des Philippines entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

11. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

12. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation des Philippines en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

13. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation des Philippines en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

14. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative des Philippines permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

15. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation des Philippines en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

16. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois des Philippines à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois des Philippines assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail la façon dont les Philippines protègent les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits aux Philippines, et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

20. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois des Philippines permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

21. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements des Philippines habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

22. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois des Philippines et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois des Philippines, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

24. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois des Philippines, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

26. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes des Philippines sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

27. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois des Philippines mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives des Philippines prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

29. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative des Philippines prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

30. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre

d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

31. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer de quelle façon la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de droit d'auteur.

4. Veuillez décrire la protection offerte par la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

5. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de marques de fabrique ou de commerce.

7. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce à Saint-Kitts-et-Nevis, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

8. Veuillez indiquer en détail de quelle manière Saint-Kitts-et-Nevis protège les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues et indiquer les facteurs qui sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer si une marque de fabrique ou de commerce est notoirement connue.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

9. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de Saint-Kitts-et-Nevis entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

10. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

11. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

12. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

13. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

14. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative de Saint-Kitts-et-Nevis permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

15. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation de Saint-Kitts-et-Nevis en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

16. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois de Saint-Kitts-et-Nevis à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de Saint-Kitts-et-Nevis assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail la façon dont Saint-Kitts-et-Nevis protège les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits à Saint-Kitts-et-Nevis, et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

20. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois de Saint-Kitts-et-Nevis permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

21. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements de Saint-Kitts-et-Nevis habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

22. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de Saint-Kitts-et-Nevis et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois de Saint-Kitts-et-Nevis, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

24. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois de Saint-Kitts-et-Nevis, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

25. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

26. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes de Saint-Kitts-et-Nevis sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

27. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois de Saint-Kitts-et-Nevis mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives de Saint-Kitts-et-Nevis prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

29. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative de Saint-Kitts-et-Nevis prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

30. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

31. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.

ÉMIRATS ARABES UNIS

A. QUESTION D'ORDRE GÉNÉRAL

1. Veuillez décrire, en ce qui concerne chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez expliquer si et, dans l'affirmative, de quelle manière la législation des Émirats arabes unis en matière de droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres se conforment aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), exception faite de l'article 6*bis* puisque les Membres n'ont pas de droits ni d'obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les droits conférés par l'article 6*bis*.

3. Veuillez expliquer de quelle façon la législation des Émirats arabes unis en matière de droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires, ainsi que les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exige que des droits de location soient accordés en ce qui concerne les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation des Émirats arabes unis en matière de droit d'auteur.

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation des Émirats arabes unis en matière de droit d'auteur à l'égard des œuvres autres qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition législative pertinente.

6. Veuillez décrire la protection offerte par la législation des Émirats arabes unis en matière de droit d'auteur aux artistes interprètes ou exécutants et indiquer la durée de la protection.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Cet article exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation des Émirats arabes unis en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez décrire les signes susceptibles d'être enregistrés comme marques de fabrique ou de commerce en vertu de la législation des Émirats arabes unis en matière de marques de fabrique ou de commerce.

9. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce aux Émirats arabes unis, citer les dispositions législatives pertinentes et décrire les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection offerte par la législation des Émirats arabes unis en matière de marques de fabrique ou de commerce à l'égard de telles marques. Veuillez expliquer de quelle façon la durée et les modalités de la protection offerte aux Émirats arabes unis à l'égard des marques de fabrique ou de commerce sont compatibles avec l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC.

11. Veuillez indiquer si la législation des Émirats arabes unis en matière de marques de fabrique ou de commerce est compatible avec l'article 20 de l'Accord sur les ADPIC, qui exige que l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce ne soit pas entravé de manière injustifiable par des prescriptions spéciales, telles que l'usage simultané d'une autre marque, l'usage sous une forme spéciale, ou l'usage d'une manière qui nuise à la capacité de la marque de fabrique ou de commerce de distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises. Veuillez citer toute disposition législative ou réglementaire ou décision judiciaire pertinente.

12. Veuillez indiquer si la législation des Émirats arabes unis en matière de marques de fabrique ou de commerce est conforme à l'article 21 de l'Accord sur les ADPIC, qui prévoit l'interdiction de la concession de licences obligatoires.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

13. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois des Émirats arabes unis entérinent et protègent les indications géographiques, ainsi que l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

14. Veuillez décrire en détail de quelle manière est offert le niveau plus élevé de protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux exigé par l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et fournir des exemples d'indications géographiques ainsi protégées pour ces produits.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

15. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles industriels, citer les dispositions législatives pertinentes des Émirats arabes unis et décrire la nature de la protection accordée.

16. Veuillez décrire la procédure à suivre aux fins de l'obtention de la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

F. BREVETS

17. Veuillez décrire en détail la façon dont la législation des Émirats arabes unis en matière de brevets met en œuvre l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, indiquer les objets exclus de la brevetabilité et donner des détails concernant la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions législatives pertinentes.

18. Veuillez décrire en détail les droits dont jouissent les titulaires de brevets aux termes de la législation des Émirats arabes unis en matière de brevets et citer les dispositions législatives pertinentes.

19. Veuillez expliquer de façon détaillée et citer toute disposition législative des Émirats arabes unis permettant l'utilisation d'un brevet sans autorisation et décrire en détail les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut avoir lieu.

20. Quelle est la durée de la protection offerte par la législation des Émirats arabes unis en matière de brevets? Veuillez expliquer et citer toute disposition législative prévoyant une prorogation du délai de protection.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

21. Veuillez décrire en détail la protection offerte par les lois des Émirats arabes unis à l'égard des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, indiquer la durée de la protection et citer les dispositions législatives pertinentes.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

22. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois des Émirats arabes unis assurent la protection des renseignements non divulgués, ainsi que l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions législatives pertinentes.

23. Veuillez décrire en détail la façon dont les Émirats arabes unis protègent les données résultant d'essais qui sont communiquées au gouvernement relativement aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture aux fins d'approbation de la commercialisation de ces produits aux Émirats arabes unis, et citer les dispositions législatives pertinentes.

24. Les autres auteurs d'une demande d'approbation de la commercialisation de leur propre version de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture préalablement approuvés sont-ils autorisés à s'appuyer sur les données communiquées par l'auteur de la demande déjà approuvée? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont jouit l'auteur de la demande initiale, c'est-à-dire avant que d'autres puissent se servir de ces données?

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

25. Veuillez décrire en détail la façon dont les lois des Émirats arabes unis permettent une action efficace contre tout acte portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'exige l'article 41 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez traiter des retards que pourraient entraîner les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle aux Émirats arabes unis ainsi que des coûts qui y sont associés.

26. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC exige que les juges soient habilités à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie dans les cas où cette partie n'a pu obtenir ces éléments de preuve en raison du fait qu'ils se trouvent sous le contrôle de la partie adverse. Veuillez décrire de quelle manière les lois ou règlements des Émirats arabes unis habilitent ainsi les autorités judiciaires et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

27. Veuillez décrire en détail toutes les mesures correctives civiles auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois des Émirats arabes unis et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

28. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures provisoires auxquelles ont accès les détenteurs de droits en vertu des lois des Émirats arabes unis, citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes et indiquer toute condition à laquelle les détenteurs de droits doivent satisfaire pour avoir accès à ces procédures et mesures.

29. Veuillez indiquer si les autorités judiciaires des Émirats arabes unis sont habilitées à ordonner que les marchandises dont elles auront constaté qu'elles portent atteinte à un droit, ainsi que les matériaux ayant servi à leur fabrication, soient écartées des circuits commerciaux, ainsi que l'exige l'article 46 de l'Accord sur les ADPIC.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

30. Veuillez décrire en détail, au moins pour les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, les procédures applicables aux mesures à la frontière aux termes des lois des Émirats arabes unis, indiquer les autorités compétentes et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

31. Veuillez indiquer si les titulaires d'autres formes de propriété intellectuelle peuvent faire appliquer des mesures coercitives à la frontière. Dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures auxquelles ils ont accès relativement à chaque forme de propriété intellectuelle et citer les dispositions législatives pertinentes.

32. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les règles applicables dans les cas où les autorités compétentes peuvent agir d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes des Émirats arabes unis sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, indiquer les domaines des droits de propriété intellectuelle à l'égard desquels des actions peuvent être menées d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

33. Veuillez décrire en détail de quelle manière les lois des Émirats arabes unis mettent en œuvre l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, lequel exige que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

34. L'article 61 exige également que, dans les cas appropriés, les sanctions incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises contrefaites et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions législatives des Émirats arabes unis prévoyant de telles sanctions et les circonstances dans lesquelles elles sont imposées et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

35. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément qui portent atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toute disposition législative des Émirats arabes unis prévoyant de telles procédures et sanctions et citer les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

36. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des mesures civiles prises en 2000 en vue de faire respecter les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux, et indiquer notamment le nombre de procédures engagées et d'injonctions accordées, la quantité de produits et d'équipements contrefaits saisis, le nombre d'affaires résolues (y compris par voie de règlement), ainsi que le montant des dommages-intérêts accordés.

37. Veuillez fournir des renseignements statistiques au sujet des sanctions pénales imposées en 2000 pour les actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur et les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce, et indiquer notamment le nombre de descentes, de poursuites judiciaires et de condamnations, le montant des amendes ou les peines d'emprisonnement (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines d'emprisonnement ont effectivement été purgées ou si la sentence a été suspendue), ainsi que tout autre renseignement prouvant l'efficacité du système pénal comme force de dissuasion pour ce qui est des actes de piratage portant atteinte à un droit d'auteur ou de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce.
